

ASSOCIATION SAINT AMANS

25, Boulevard Denys Puech

12 000 RODEZ

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Gilles TOURNIER
Commissaire aux comptes
9 Avenue du Maréchal Joffre
12000 RODEZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Aux adhérents de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association SAINT AMANS relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

ET

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RODEZ le 10 Juin 2025

G. TOURNIER
Commissaire aux Comptes

Gilles TOURNIER
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
9 av. du Maréchal Joffre
12000 RODEZ

Bilan association médico-social ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	22 620	22 620			
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	118 578	77 438	41 140	52 410	- 11 270
Constructions	9 315 835	3 970 463	5 345 373	5 529 464	- 184 091
Installations techniques, matériel et outillage industriels	743 419	606 817	136 602	172 453	- 35 851
Autres immobilisations corporelles	405 985	249 597	156 388	117 336	39 052
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	56 155		56 155	56 155	
Autres	199		199	199	
TOTAL (I)	10 662 792	4 926 934	5 735 858	5 928 018	- 192 160
Compte de liaison					
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	33 462	734	32 729	72 374	- 39 645
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	66 708		66 708	25 261	41 447
Valeurs mobilières de placement	1 306 087		1 306 087	2 306 033	- 999 946
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	1 325 208		1 325 208	796 852	528 356
Charges constatées d'avance	13 174		13 174	19 127	- 5 953
TOTAL (II)	2 744 639	734	2 743 905	3 219 646	- 475 741
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	13 407 430	4 927 668	8 479 763	9 147 664	- 667 901

Bilan association médico-social ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	90 253	90 253	
. Fonds propres complémentaires	34 235	34 235	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	3 178 658	3 041 502	137 156
. dont réserves sous gestion propre			
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	488 906	488 906	
. Autres			
Report à nouveau	389 187	389 187	
. dont report à nouveau sous gestion propre			
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	449 030	423 646	25 384
Excédent ou déficit de l'exercice	59 367	162 541	- 103 174
. dont résultat sous gestion propre			
. dont résultat des activités sociales et médico-sociales			
Situation nette (sous total)	4 689 636	4 630 269	59 367
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	129 845	132 817	- 2 972
Provisions réglementées	422 406	407 270	15 136
TOTAL (I)	5 241 887	5 170 357	71 530
Autres fonds propres			
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques	4 428	11 067	- 6 639
Provisions pour charges	29 559	27 410	2 149
TOTAL (III)	33 987	38 477	- 4 490
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 137 900	2 866 603	- 728 703
Emprunts et dettes financières diverses	516 270	541 552	- 25 282
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	126 031	127 914	- 1 883
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	422 485	401 449	21 036
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	1 204	1 312	- 108
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	3 203 888	3 938 829	- 734 941
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	8 479 763	9 147 664	- 667 901

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Engagements reçus Legs nets à réaliser . acceptés par les organes statutairement compétents . autorisés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à vendre Engagements donnés			

Compte de résultat association médico-social ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	130	120	10	8,33
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales				
. Ventes de prestations de services	225 196	214 266	10 930	5,10
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico-sociales				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	30 605	12 167	18 438	151,54
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	3 701 846	3 523 707	178 139	5,06
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	89 974	42 018	47 956	114,13
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	1 050		1 050	N/S
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	20 904	16 963	3 941	23,23
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	15 870	26 481	- 10 611	-40,07
Total des produits d'exploitation (I)	4 085 576	3 835 722	249 854	6,51
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 111 282	1 013 318	97 964	9,67
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	203 114	201 153	1 961	0,97
Salaires et traitements	1 588 920	1 455 412	133 508	9,17
Charges sociales	635 689	613 847	21 842	3,56
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	474 469	470 047	4 422	0,94
Dotations aux provisions	2 149	11 067	- 8 918	-80,58
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	5 778	1 101	4 677	424,80
Total des charges d'exploitation (II)	4 021 401	3 765 946	255 455	6,78
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	64 175	69 776	- 5 601	-8,03
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	66 400	61 610	4 790	7,77
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	66 400	61 610	4 790	7,77

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	49 277	60 647	- 11 370	-18,75
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	49 277	60 647	- 11 370	-18,75
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	17 123	963	16 160	N/S
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	81 298	70 739	10 559	14,93
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		1 166	- 1 166	-100
Sur opérations en capital	12 281	77 857	- 65 576	-84,23
Reprises sur provisions et transferts de charges		102 170	- 102 170	-100
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)	12 281	181 192	- 168 911	-93,22
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		858	- 858	-100
Sur opérations en capital		67 552	- 67 552	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	15 136	18 022	- 2 886	-16,01
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)	15 136	86 432	- 71 296	-82,49
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-2 855	94 760	- 97 615	-103,01
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	19 076	2 959	16 117	544,68
Total des produits (I + III + IV)	4 164 257	4 078 524	85 733	2,10
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 104 890	3 915 983	188 907	4,82
EXCEDENT OU DEFICIT	59 367	162 541	- 103 174	-63,48
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations 2025

PREAMBULE

L'Association Saint Amans est une association à but non lucratif qui a pour objet la création, le fonctionnement, l'entretien d'oeuvres médico-sociales ou sanitaires, notamment de maison de retraite, de repos, ou de convalescence. Elle a une mission d'assistance et de bienfaisance.

L'Association Saint Amans dispose de deux activités. La première consiste en la gestion d'un EHPAD, la deuxième en la gestion d'une résidence services seniors. Elle dispose à ces fins des types de ressources principales suivantes :

- dotation de l'ARS allouée au titre de la section soins de l'activité "EHPAD"
- dotation du département allouée au titre de la section dépendance de l'activité "EHPAD"
- produits d'hébergement issus de la tarification aux résidents

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 8 479 762,65 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 59 367,04 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 10/06/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association Saint Amans a bénéficié au titre de son activité d'EHPAD :

- Crédits Non Reconductibles : Néant
- Financement complémentaire au titre des mesures Ségur pour un montant de 246 236 euros.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables, autres que les constructions : la décomposition de celle-ci ne présente pas d'impact significatif.

- Immobilisations afférentes aux immeubles :

* Extension du bâtiment n°4, mis en service le 01/01/2007.

Durées retenues :

- pour le gros oeuvre : 50 ans

- pour le second oeuvre : 25 ans

- pour les aménagements : 15 ans

* Bâtiment n° 1-2-3 : Dans un souci d'homogénéité des durées d'amortissements de l'ensemble immobilier, la valeur comptable nette des bâtiments n° 1-2-3, mis en service le 01/01/1989, a été décomposée et amortie sur la durée restant à courir au 01/01/2007, soit :

- pour le gros oeuvre : 32 ans

- pour le second oeuvre : 7 ans.

* Les travaux de mise en conformité, mis en service le 01/01/2008, font l'objet de la décomposition suivante :

- pour le gros oeuvre : 30 ans

- pour le second oeuvre : 20 ans

- pour les aménagements : 15 ans

Ces mêmes durées ont été retenues pour l'aménagement du bureau du médecin et des archives.

* Les travaux concernant l'immeuble affecté à la Résidence Services, mis en service le 01/10/2020, font l'objet de la décomposition suivante :

- pour le gros oeuvre : 20 ans

- pour le second oeuvre : 15 ans

* Les travaux concernant la chapelle et la galerie, mis en service le 06/11/2020, font l'objet de la décomposition suivante :

- pour le gros oeuvre : 30 ans

- pour le second oeuvre : 20 ans

- pour les aménagements : 10 ans

- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

5

Annexes Associations 2025 (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	22 620			22 620
Immobilisations corporelles	10 304 395	281 575	2 153	10 583 818
Immobilisations financières	56 354			56 354
TOTAL	10 383 370	281 575	2 153	10 662 792

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	22 620			22 620
TOTAL I	22 620			22 620
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui	3 223 928	284 491		3 508 419
Installations générales, agencements	434 858	104 623		539 481
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	27 809	11 141		38 950
Matériel de bureau et informatique	100 447	12 271		112 718
Emballage récupérables et divers	645 689	61 253	2 195	704 747
TOTAL II	4 432 732	473 778	2 195	4 904 315
TOTAL GENERAL (I+II)	4 455 352	473 778	2 195	4 926 935

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.



Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	56 155		56 155
Autres créances	199		199
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	33 462	33 462	
Autres créances	66 708	66 708	
Charges constatées d'avance	13 174	13 174	
TOTAL	169 698	113 344	56 354

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	2 693
Subventions/financements	21 414
Autres produits à recevoir	44 195
TOTAL	68 303

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	4 463	734	4 463	734
Comptes financiers				
TOTAL	4 463	734	4 463	734

ET

Annexes Associations 2025 (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	124 488				124 488
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	3 530 408	137 156	137 156		3 667 564
Dont générosité du public					
Report à nouveau	812 833	25 384	46 204	20 819	838 217
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	162 541	-162 541	59 367	162 541	59 367
Dont générosité du public					
Situation nette	4 630 270		242 727	183 360	4 689 637
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	132 817		9 309	12 281	129 845
Dont générosité du public					
Provisions réglementées	407 270		15 136		422 406
Dont générosité du public					
TOTAL	5 170 357		267 172	195 641	5 241 888
TOTAL dont générosité du public					

L

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires	256 680	15 136		271 816
Autres provisions réglementées	150 590			150 590
TOTAL (I)	407 270	15 136		422 406
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	27 410	2 149		29 559
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	11 067		6 639	4 428
TOTAL (II)	38 477	2 149	6 639	33 987
TOTAL GENERAL (I+II)	445 748	17 285	6 639	456 393
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		2 149	6 639	
- financières				
- exceptionnelles				

Description des éléments significatifs ou importants

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	2 137 900	174 581	728 819	1 234 499
Dettes financières diverses	516 270	16 270		500 000
Fournisseurs	126 031	126 031		
Dettes fiscales et sociales	422 485	422 485		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 204	1 204		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 203 888	740 570	728 819	1 734 499

21

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	1 270
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	43 593
Dettes fiscales et sociales	239 625
Autres dettes	
TOTAL	284 487

Annexes Associations 2025 (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Engagements et sûretés réelles consenties*****Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :**

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

N° 164 110 : Hypothèque sur bail à construction à hauteur de 450 000 euros sur le bien sis 31 boulevard Denys Puech 12000 RODEZ.

Le capital restant dû sur emprunt au 31/12/24 s'élève à 1 475 871.15 euros.

N° 164 410 : Sans garantie

N° 164 830 : Dans le cas d'échéances impayées et à la première demande du SALF (Service d'Aide au Logement Familial), le constructeur s'engage à procéder à ses frais, à l'affectation hypothécaire de l'immeuble au bénéfice de ce dernier.

Le capital restant dû sur emprunt au 31/12/24 s'élève à 27 512.02 euros.

N° 164 840 : Cautionnement du Conseil Général du Département de l'Aveyron à hauteur de 50% soit 500 000 euros.

Le prêt a été soldé le 01/06/2024.

N° 164 850 : Sans garantie.

N° 164 300 : Prêt garanti sans condition autre que l'obligation pour l'Association d'accueillir des prêtres.

N° 164 140 : Sans garantie.

N° 168 800 : Sans garantie.

25

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 29 558.88 euros.

Il est la résultante de :

1/ Le 01/02/2016 l'Association SAINT-AMANS a souscrit un contrat Indemnités Fin de Carrières (IFC) auprès de la Caisse d'Epargne.

Le relevé de solde au 31/12/24 du "Fonds collectif d'IFC" auprès de l'organisme CNP Assurances : 27 451.29 euros.

2/ Estimation du montant des IFC au 31/12/24 selon la méthode de calcul conforme à la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003 du conseil national de la comptabilité : 57 010.17 euros.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Cette méthode consiste à :

" Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise ;

" Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).

" Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation).

Hypothèses retenues :

- Age départ à la retraite : 60-64 ans (Age légal de départ)
- Evolution annuelle des salaires : 1%
- Taux d'actualisation : 3.2%
- Charges patronales (sociales+fiscales) : 49%
- Table mortalité : Table de mortalité INSEE 2025
- Table turn-over : Turn over faible

Déduction du fonds (net des remboursements en cours au 31/12/2024) versé au titre des IFC : - 27 451.29 euros

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève donc à la clôture de l'exercice à 29 558.88 euros

Rémunération des cadres dirigeants

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 E et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 E.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.